

Les salariées de Lejaby en grève pour les salaires

L'assurance que le site de Lejaby à Yssingaux ne soit pas fermé ne suffit plus. 100 % de grévistes durant un jour et demi au moins, le mouvement de grève qui a démarré mercredi après-midi et qui s'est poursuivi durant toute la journée de jeudi à l'usine n'avait pas été vu depuis le grand plan social il y a plus de dix ans. Les 95 salariées (l'effectif est quasi exclusivement féminin) ont abandonné jeudi matin leurs ateliers de fabrication de sous-vêtements à La Guide pour aller manifester dans le centre-ville de la sous-préfecture. Une nouvelle réunion devait avoir lieu en fin de journée pour décider de la suite du mouvement.

NÉGOCIATIONS REPOUSSÉES

La grève a été votée mercredi à midi quand les déléguées syndicales qui étaient allées au siège de Rillieux-la-Pape ont annoncé que les négociations salariales étaient refusées pour l'instant par l'actionnaire et qu'elles étaient repoussées au mois d'octobre prochain. C'est la réponse du DRH qui a été faite aux représentantes syndicales d'Yssingaux : Bernadette Pessemesse pour la CGT, Bernadette Masson et Jacqueline Portelatine pour la CGC et Danielle Brun-Deberle pour Force Ouvrière.

La CGT et la CGC

demandent à peu près la même chose soit une augmentation d'un euro de l'heure pour la CGT qui correspond à environ 150 euros net de plus par mois (les deux syndicats sont d'accord sur la finalité). La revendication de Force Ouvrière est une augmentation des salaires de 7 % soit environ 100 euros net par mois. Mais mercredi dans la région lyonnaise, les syndicats n'ont même pas pu déposer leurs revendications comme l'explique Bernadette Pessemesse : « le DRH n'avait aucun mandat pour négocier les salaires. La direction nous dit qu'elle n'a pas assez de visibilité sur les carnets de commandes au premier semestre, ils veulent attendre le deuxième semestre. On nous invoque aussi une baisse du chiffre d'affaires de 2,2 millions d'euros, et le fait que la fermeture de 3 sites sur 5 en France a un coût social de 12 millions d'euros ». C'est un peu le comble du comble pour les Yssingelaises qui font partie du dernier atelier de production de Lejaby en France. Car Lejaby invoque aussi les difficultés pour rapatrier sa production de ses usines délocalisées il y a quelques années... en Tunisie: Bref, geler les salaires pour payer le plan social et les difficultés des usines dans l'ancien fief de Ben Ali, les petites mains ne sont pas d'accord.



Les 95 salariés soit tout l'effectif est en grève depuis mercredi en début d'après-midi.

LA GROGNE S'ÉTEND

Raymond Vacheron (CGT) était présent pour soutenir le mouvement : « ce qui se passe ici est significatif de la situation sociale en France. Les gens sont désespérés sur les salaires alors que le coût de la vie s'envole. Il y a une colère profonde, il faut que

ça bouge, c'est l'urgence. Les syndicats soutiennent, c'est leur rôle mais c'est la base qui pousse, ça vient d'en bas et il faut que ce soit entendu en haut ». Même son de cloche chez Pascal Samouth (FO) : « C'est une évidence que la question du pouvoir d'achat se pose de plus en

plus avec la hausse des prix pétroliers, de l'électricité... C'est encore plus indécent quant on sait que les entreprises cotées au CAC 40 ont réalisé 84 milliards de bénéfices en 2010. Qu'on arrête de nous parler de crise, il y en a qui s'en mettent plein les poches ! ».

La pression monte en tout cas dans l'Yssingelais sur les salaires, c'est la quatrième usine à débrayer en 15 jours après Interep à Aurec, la laiterie CFVA à Beauzac et la salaisonnerie Souchon à Saint-Maurice-de-Lignon.

Julien BONNEFOY

Un double emploi pour survivre

L'exaspération et les difficultés financières des salariées de Lejaby sont tellement grandes que les « filles » ont donné allègrement leurs salaires jeudi matin. « On touche 9,02 euros de l'heure » disent en chœur un groupe d'ouvrières dans le réfectoire de l'usine. « Moi, j'ai 29 ans d'ancienneté et je touche 1050 euros net par mois » rajoute une femme dans l'entrée. « Et moi, à 38 ans d'ancienneté, je suis à 1100 euros net » dit une autre. Dans le cortège qui circule en centre-ville, les salariées de Lejaby expliquent aux passants qu'à 41 ans d'ancien-

neté, elles sont payées 2 centimes d'euros seulement au-dessus du SMIC horaire soit 9,02 euros de l'heure. Une yssingelaise n'en revient pas : « c'est de l'esclavage ! ». Bernadette Pessemesse, la déléguée syndicale CGT révèle elle aussi sa fiche de paye : « je suis payée aussi 9,02 euros de l'heure après 37 ans d'ancienneté (7 %), cela fait 1071 euros net par mois ».

1100 EUROS POUR 38 ANS D'ANCIENNETÉ

Mais il y a pire. Comme cette femme de 48 ans, mère célibataire d'un jeune fils au chômage. Après sa semaine à l'usine chez Lejaby, elle est obligée d'aller faire un petit boulot le week-end. « Cela me rapporte environ 150 euros de plus par mois, cela permet de payer une ou deux factures de plus. De toute façon il ne me reste rien à la fin du mois, 10 euros tout au plus ». Une collègue s'inquiète : « vous vous rendez compte, on se crève ici la semaine, elle y retourne le samedi et dimanche, elle n'a plus de week-end, elle n'est pas partie en

Des mouvements dans les maisons de convalescence